

Centre d'étude des crises et  
conflits internationaux



# L'Afrique vue par Trump

Théâtre d'une rivalité entre grandes puissances

**Quentin le Maire**

Août 2021

Note d'analyse no. 75



---

# L'Afrique vue par Trump

## Théâtre d'une rivalité entre grandes puissances

Quentin le Maire

## **A propos de l'auteur.e**

*Quentin le Maire est assistant parlementaire en Belgique. Diplômé d'un master à l'UCL en relations internationales, finalité spécialisée en diplomatie et résolution des conflits, il est notamment actif dans le suivi des relations internationales et de l'approvisionnement énergétique en tant que facteur d'influence.*



## **TABLE DES MATIERES**

---

<b>INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
1. Présentation de l’Africa strategy	2
2. Economie : commerce et investissements	4
2.1 <i>Prosper Africa</i>	4
2.2 <i>L’AfCFTA et limites de Prosper Africa</i>	5
3. Dimension militaire	8
3.1 <i>Signes de retrait et du vide comblé</i>	9
4. Aide humanitaire et démocratie	11
5. Sommets et visites : vecteurs et limites de l’influence	15
<b>CONCLUSION</b>	<b>17</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	<b>20</b>

## INTRODUCTION

Le continent africain se situe géographiquement au sud de l'Europe et à l'ouest du Moyen-Orient. A partir de l'Égypte, sa partie orientale longe plusieurs passages maritimes d'une grande importance stratégique pour les États-Unis ; le Canal de Suez reliant la mer Méditerranée à l'extrémité nord de la Mer Rouge et le Détroit de Bab el-Mandeb situé entre la Péninsule arabique et la Corne d'Afrique. Ce détroit connecte le Golfe d'Aden au sud de la Mer Rouge<sup>1</sup>.

Depuis les années 1990, beaucoup de pays africains ont connu une croissance économique rapide, certains passant de régimes autocratiques à des systèmes composés de plusieurs partis et organisés autour d'élections régulières. Cependant, beaucoup de nations ont connu à partir de 2015 un ralentissement économique et cela a engendré des difficultés dans le domaine de la santé, l'éducation et l'environnement. Par exemple, le manque de bonne gouvernance et l'absence d'infrastructures adéquates ont engendré une augmentation de la pauvreté, une faible demande nationale, une main d'œuvre peu qualifiée et un accès limité aux investissements et capitaux.

De plus, les conflits armés ont continué de menacer la stabilité et la sécurité d'une série de nations (RDC, Somalie, Soudan, République d'Afrique centrale). Les frontières mal protégées, la faiblesse des institutions et la corruption ont créé des environnements favorables aux menaces qui s'incarnent dans une recrudescence du terrorisme islamique.

Malgré ces problèmes structurels, parmi les dix économies au monde se développant le plus rapidement, six d'entre elles sont africaines. Une classe moyenne a commencé à se développer. Les dépenses des consommateurs et des entreprises devraient augmenter annuellement à un taux de 3 à 4 % jusqu'en 2025, pour s'élever à près de 6,7 milliards de dollars<sup>2</sup>. D'après un rapport du think tank « Brookings », la moitié des économies du monde à plus forte croissance sera issue du continent africain en 2025. Vingt d'entre elles connaîtront une croissance de plus de 5% par an jusqu'en 2023. Estimée à 1,3 milliards d'individus, la population du continent devrait atteindre plus de 1,4 milliard d'êtres humains d'ici 2025 et environ deux milliards en 2050. La demande en énergie de l'Afrique augmentera de près de 30% d'ici 2040. Le continent possède également 22 des 33 produits miniers essentiels pour l'économie et la défense nationale de nombreux pays<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> MESERVEY, Joshua. 'Prosper Africa' promises long overdue change in US approach to continent. *The Daily Signal* [en ligne], 28 juin 2019 [consulté le 10 juillet 2020]. Disponible sur : <https://www.dailysignal.com/2019/06/28/prosper-africa-promises-long-overdue-change-in-us-approach-to-continent/>

<sup>2</sup> SIGNE Landry. A Trump visit to Africa is important and carries some urgency In BROOKINGS [en ligne], le 19 avril 2019 [consulté le 28 mai 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/opinions/a-trump-visit-to-africa-is-important-and-carries-some-urgency/>

<sup>3</sup> MESERVEY, Joshua. 'Prosper Africa' promises long overdue change in US approach to continent. Op. Cit.

## 1. Présentation de l’Africa strategy

A son entrée en fonction, la nouvelle Administration a pris du temps à s’exprimer sur les enjeux liés au continent africain. La nouvelle doctrine de l’America First suggérait une approche différente des gouvernements précédents. Les questions et vues soumises par l’équipe de transition du président à l’égard du Département d’Etat<sup>7</sup> ciblaient déjà trois principaux points : l’efficacité des stratégies de sécurité antérieures, des accords commerciaux et de l’aide octroyée<sup>4</sup>.

De nouveaux éléments indiquaient que le continent allait être abordé principalement sous l’optique sécuritaire, même si en septembre 2017 le premier speech du président Trump sur l’Afrique à l’ONU avait souligné le potentiel économique de l’Afrique, comme « partenaire économique viable ». Selon Johnny Gass, directeur adjoint à l’Atlantic Council’s Africa Center, l’Afrique s’est toujours située aux derniers rangs des priorités de la politique étrangère des Etats-Unis. Historiquement, les présidents américains ont souvent attendu un second mandat pour laisser leur marque sur l’ensemble du continent alors que beaucoup ont eu qu’un seul mandat. Deux ans après sa prise de fonction, le président Trump avait modifié la tendance<sup>5</sup>. L’Administration finalisa en décembre 2018 sa nouvelle stratégie. Le discours de l’ancien Conseiller à la sécurité nationale à la Heritage Foundation, John Bolton, permettait de s’en faire une première idée<sup>6</sup>. Il avait confirmé que la stratégie, alignée à la promesse électorale de Trump, allait consister à préserver les intérêts du peuple et de la nation américaine aux Etats-Unis et à l’étranger. Les intérêts des Américains dépendaient donc en partie de la stabilité, la prospérité, l’indépendance économique et la sécurité sur le continent africain<sup>7</sup> selon lui.

La stratégie pour l’Afrique reposait sur trois priorités : le commerce des Etats-Unis et les liens commerciaux (prospérité) ; la lutte contre le terrorisme islamiste radical et les conflits violents (sécurité) et une aide extérieure effective et efficace (stabilité), en respect de l’argent du contribuable américain<sup>8</sup>. Les Etats-Unis voulaient initier divers projets de coopération économique, n’excluant pas une aide humanitaire sous leur étroite supervision : « All U.S. aid on the continent will advance U.S. interests, and help African nations move toward self-

---

<sup>4</sup> GAFFEY, Conor. What We’ve Learned About Donald Trump’s Africa Policy, *EUROPE NEWSWEEK* [en ligne], 16/01/2017. Disponible sur : <http://europe.newswweek.com/donald-trump-president-elect-africa-policy-us-543298?rm=eu>, in: T. K. Pooe. U.S. Policy towards Africa under Trump, *AMERICAN AFFAIRS* [en ligne], 2017 [consulté le 27/05/2019], disponible sur : <https://americanaffairsjournal.org/2017/10/u-s-policy-towards-africa-trump/>

<sup>5</sup> CALAMUR Krishnadev, Africa Is the New Front in the U.S.-China Influence War, *THE ATLANTIC* [en ligne], le 13 décembre 2018 [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/12/trump-national-security-adviser-unveils-new-africa-strategy/578140/> ; U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the The Trump Administration’s New Africa Strategy*. In White House [en ligne] le 13 décembre 2018 [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>

<sup>6</sup> Ibidem.

<sup>7</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration’s New Africa Strategy* Op. Cit.

<sup>8</sup> Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses. Op. Cit.

reliance ». L'aide au développement devait stimuler les relations économiques réciproques bénéfiques afin de soutenir l'autonomie des Etats africains : « (...)for the nations of the region to take ownership over peace and security in their own neighborhood »<sup>9</sup>.

Cela dit, le discours de Bolton avait été fortement dominé par les menaces chinoise et russe<sup>10</sup>. « *Great power competitors, namely China and Russia, are rapidly expanding their financial and political influence across Africa* ». Concernant la Russie, le Conseiller à la sécurité nationale avait exprimé ses préoccupations quant à l'absence de transparence, la corruption, l'extraction de ressources naturelles et les ventes d'armes à son profit (cfr. infra). Face à la Chine, l'objectif premier était de contrecarrer la dominance chinoise et son projet de la route de la soie. Le projet est inséparable de la quête de puissances économique, politique et militaire sur le continent africain. Cette quête était perçue comme s'accompagnant des effets néfastes des politiques de soudoiment, d'accords opaques et du piège de l'endettement supervisé par Pékin : « *In Africa, we are already seeing the disturbing effects of China's quest to obtain more political, economic, and military power* ». « *Its investment ventures are riddled with corruption, and do not meet the same environmental or ethical standards as U.S. developmental programs: Such predatory actions are sub-components of broader Chinese strategic initiatives, including "One Belt, One Road"* ». En résumé, les pratiques de la Chine et de la Russie étaient vus comme plombant la croissance économique de l'Afrique ; menaçaient l'indépendance financière des nations sur le continent ; entravaient les opportunités d'investissement des Etats-Unis ; interféraient avec les opérations militaires et posaient ainsi une menace aux intérêts de sécurité nationale des Etats-Unis<sup>11</sup>. Face à cette situation, il semblait pertinent pour l'Administration Trump d'aborder des politiques menées dans ces dimensions économique, sécuritaire et de stabilité sociale et institutionnelle.

---

<sup>9</sup> CALAMUR Krishnadev, *Africa Is the New Front in the U.S.-China Influence War*. Op. Cit.

<sup>10</sup> HOLLAND Steve & WROUGHTON Lesley. U.S. to counter China, Russia influence in Africa: Bolton. *REUTERS* [en ligne], 27 novembre 2018 [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-africa/u-s-to-counter-china-russia-influence-in-africa-boltonidUSKBN1OC1XV>.

<sup>11</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy* Op. Cit.

## 2. Economie : commerce et investissements

### 2.1 Prosper Africa

A partir de 2014, les exportations américaines vers l’Afrique ont quasiment baissé de moitié. Elles avaient déjà diminué de plus de 40% entre 2014 et 2017, passant de 38 milliards de dollars à 22 milliards de dollars pour cette période. L’Afrique avait engrangé moins d’un pourcent de toute l’exportation des Etats-Unis en 2017. Il était crucial pour l’Administration de renverser cette tendance. Lors de l’U.S.-Africa Leadership Forum de septembre 2018 tenu à Washington, Wilbur Ross, Secrétaire au Commerce, avait annoncé des milliards de dollars d’investissements<sup>12</sup>. Il signa des protocoles d’entente pour promouvoir des partenariats privé-public grâce à la nouvelle U.S. Development Finance Corporation (DFC)<sup>13</sup>. Cette agence fut mise en place grâce à la Better Utilization of Investments Leading to Development Act (BUILD ACT), loi passée en octobre 2017, qui permettait de lever des fonds jusqu’à hauteur de 60 milliards de dollars<sup>14</sup>.

La DFC et l’initiative Prosper Africa, présentée fin 2018 par Bolton, étaient les deux piliers de l’Africa Strategy. La Private Sector Engagement Policy de l’USAID jouait également un rôle prépondérant. Le 19 juin 2019, à l’occasion d’un Conseil des entreprises sur l’Afrique au Mozambique, Karen Kelley, secrétaire adjointe au commerce, présenta les détails de Prosper Africa. Elle convia les chefs d’entreprises à soutenir les partenariats avec les entreprises américaines. L’initiative reflétait bien le changement d’axe de la politique des Etats-Unis envers l’Afrique, passant de la main tendue, c’est-à-dire l’aide, au renforcement de la croissance économique et industrielle<sup>15</sup>.

Plus précisément, trois piliers se distinguaient : synchroniser les initiatives et capacités des agences gouvernementales ; moderniser et coordonner les ressources des agences pour détecter les opportunités des entreprises américaines sur les marchés africains ; et développer les capacités des nations africaines en soutenant le secteur privé<sup>16</sup>. La DFC fut créée pour faciliter l’accès à un financement équitable de projets de développement en

---

<sup>12</sup> SIGNE Landry. A Trump visit to Africa is important and carries some urgency Op. Cit.

<sup>13</sup> ROSS Wilbur. *Remarks by Commerce Secretary Wilbur L. Ross at the U.S.-Africa Leadership Forum: Strengthening the Future of U.S.-Africa Trade and Investment*. In US DEPARTMENT OF COMMERCE [en ligne]. Septembre 2019 [consulté le 25/10/2019] <https://www.commerce.gov/news/speeches/2019/09/remarks-commerce-secretary-wilbur-l-ross-us-africa-leadership-forum>

<sup>14</sup> SCHNEIDMAN Witney & SIGNE Landry. *The Trump administration’s Africa strategy: Primacy or partnership?* In BROOKINGS [en ligne]. 20 décembre 2018 [consulté le 28 mai 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/12/20/the-trump-administrations-africa-strategy-primacy-or-partnership/>

<sup>15</sup> OYEKUNLE Olumide. US Unveils New Africa Strategy In A Bid To "Prosper Africa". *The African Exponent* [en ligne]. 19 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.africanexponent.com/post/10394-us-unveils-africa-strategy>

<sup>16</sup> OLANDER Eric & SIGNE Landry. Can Trump’s prosper Africa make America greater than China and other partners in Africa?. In BROOKINGS [en ligne], le 26 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/06/26/can-trumps-prosper-africa-make-america-greater-than-china-and-other-partners-in-africa/>



Afrique. L'institution avait l'objectif de doubler le montant alloué aux investissements américains dans les pays à faible revenus en Afrique. En parallèle, Prosper Africa projetait de doubler les échanges commerciaux bilatéraux avec le continent d'ici 2025. L'initiative entendait faciliter les transactions par des financements conjoints, en fournissant les garanties de prêts et des renseignements sur les possibilités de marchés. Le but était de diminuer les risques liés aux investissements et pas seulement en réduisant les barrières commerciales. Des assurances risques devaient être fournies aux entreprises américaines. Une supervision devait leur permettre de surmonter les obstacles de la bureaucratie. Enfin, Prosper Africa visait l'harmonisation et le jumelage entre les entreprises américaines et les partenaires africains en charge de la gestion des chaînes d'approvisionnement et de valeur.<sup>17</sup> L'Administration Trump sollicita un budget de 800 millions de dollars pour la DFC, dans le budget annuel pour l'année fiscale 2021 (FY2021). Parmi ces 800 millions, la proposition de budget du gouvernement prévoyait 50 millions de dollars supplémentaires pour atteindre un total de 75 millions afin d'accroître les échanges commerciaux bilatéraux avec l'Afrique.<sup>18</sup>

## 2.2 L'AfCFTA et limites de Prosper Africa

Les Etats-Unis menés par l'administration Trump comptaient profiter de l'*African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA)*<sup>19</sup> pour renforcer leurs liens économiques avec la région subsaharienne. L'accord, signé en mars 2018 et entré en vigueur le 30 mai en 2019, devint la plus grande zone de libre-échange au monde. Son but étant de lever les droits de douane sur 90% de biens échangés entre ses membres. Les analystes ont prévu une augmentation du commerce interne de près de 52% en quelques années, stimulant ainsi la prospérité. Un objectif de cet accord était d'ouvrir la voie à l'établissement d'une union douanière continentale et d'une union douanière africaine. L'adhésion des 55 nations africaines permettant la création d'un marché pouvant générer un PIB de 3 billions de dollars. Cela permettrait au continent de devenir la cinquième plus grande zone économique mondiale<sup>20</sup>. En outre, les Etats-Unis voyaient tout l'intérêt de conclure un accord qui permettrait d'abroger la loi AGOA<sup>21</sup> car l'esprit même de l'AfCFTA reposait sur des règles immuables et sur une réelle réciprocité. Par conséquent, les entreprises américaines bénéficiaient d'opportunités d'achat de matières premières pour produire leurs marchandises à un faible

---

<sup>17</sup> Bloomberg. Trump Plan Seeks to Double U.S.-Africa Two-Way Trade by 2025. In INVESTING [en ligne], le 19 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.investing.com/news/economy-news/trump-plan-seeks-to-double-usafrica-twoway-trade-by-2025-1901686>

<sup>18</sup> FINNEGAN Conor. Pompeo makes 1st trip to Africa in bid to reassert US as leading partner. *AbcNews* [en ligne]. 15 février 2020 [consulté le 10 juillet 2020] <https://abcnews.go.com/Politics/pompeo-makes-1st-trip-africa-bid-reassert-us/story?id=68965379>

<sup>19</sup> L'AfCFTA vise à accélérer de manière significative la croissance du commerce intra-africain et à l'utiliser efficacement en tant que moteur de la croissance et du développement durable en doublant son ampleur, renforçant ainsi la voix commune de l'Afrique

<sup>20</sup> HAMMOND Alexander. Africa's New Free-Trade Area is Great News for America. In *The National Interest* [en ligne], le 12 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://nationalinterest.org/feature/africa%E2%80%99s-new-free-trade-area-great-news-america-62407>

<sup>21</sup> L'AGOA est truffée d'exceptions qui vont à l'encontre des intérêts mutuels. La loi américaine cause ainsi des ravages pour les industries africaines.

coût<sup>22</sup>. L'importation de produits à faible valeur en provenance d'Afrique, au lieu de les créer aux Etats-Unis, permettrait à l'économie américaine de se concentrer sur la production de biens et services à valeur plus élevée.

Si les initiatives de l'Administration furent bien reçues en général, elles tranchaient avec la tendance à diminuer ses engagements envers certains Etats africains. Citons la limitation drastique de l'immigration africaine sur le territoire américain depuis 2017<sup>23</sup>. Quant à Prosper Africa, l'initiative mettait en avant les intérêts des entreprises américaines. A l'instar de l'Asie-Pacifique, les politiques économiques et commerciales renfermaient un jeu à somme nulle. Si Washington souhaitait soutenir les pays africains en améliorant le climat des investissements et attirer les investisseurs américains vers des opportunités sur le continent, beaucoup voyaient dans Prosper Africa un mélange de programmes déjà existants dans un nouvel emballage, accompagné de faibles ressources financières, d'après Kimberly Ann Elliott, spécialiste à la George Washington University Institute for International Economic Policy<sup>24</sup>. En outre, Bolton avait précisé que Prosper Africa allait reposer sur la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux, loyaux et réciproques<sup>25</sup>. En janvier 2019, l'Administration Trump avait annoncé qu'une nation africaine serait sélectionnée en vue de conclure un accord de libre-échange bilatéral<sup>26</sup>. Cependant, la plupart des chefs d'Etats africains souhaitaient stimuler l'économie de leur nation sur une base régionale, tel que le permet le modèle de l'AfCFTA, au lieu de conclure des accords bilatéraux.

Dans ce contexte, il était probable que l'administration américaine, avec l'Africa strategy, ne se dote pas du potentiel nécessaire pour contrecarrer l'influence des autres puissances. En effet, Pékin et Moscou avaient déjà considérablement accru leurs relations économiques et diplomatiques sur le continent africain. Le commerce de la Russie avec l'Afrique a augmenté de 5,7 milliards de dollars en 2009 à 17,4 milliards de dollars en 2017. Durant cette même période, les autorités du Kremlin ont fait la promotion de partenariats dans les domaines des infrastructures et de la technologie nucléaire. De gros investissements ont été réalisés dans le secteur des hydrocarbures, notamment le pétrole et le gaz.

Comparé aux investissements de Pékin, les dépenses américaines n'ont pas fait le poids. Depuis 2000, la République Populaire de Chine a étendu son influence de manière exponentielle sur le continent africain. En tant qu'investisseur et créancier principal, cela fait 30 ans que ses hauts responsables visitent la région annuellement. Le commerce entre la

---

<sup>22</sup> HAMMOND Alexander. Africa's New Free-Trade Area is Great News for America. Op. Cit.

<sup>23</sup> OLANDER Eric & SIGNE Landry. Can Trump's prosper Africa make America greater than China and other partners in Africa?. Op. Cit.

<sup>24</sup> ELLIOTT Kimberly Ann. Trump's 'Prosper Africa' Strategy Is Fixated on a Cold War-Like View of China. In World Politics Review [en ligne], le 16 juillet 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28036/trump-s-prosper-africa-strategy-is-fixated-on-a-cold-war-like-view-of-china>

<sup>25</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy*. Op. Cit.

<sup>26</sup> Notons qu'AGOA donne à quarante Etats un accès au marché américain sans taxes, et a pour objectif de préparer les Etats à un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

Chine et l’Afrique est passé d’environ 10 milliards en 2002 à 192 milliards en 2019. Elle a réussi à tisser un réseau commercial valorisé à plus de 204 milliards de dollars, d’après le Ministère du Commerce de la RPC<sup>27</sup>. En 2009, la Chine a surpassé les Etats-Unis en tant que plus grand partenaire commercial de l’Afrique. Ce succès s’explique par sa capacité de fournir des flux financiers aussi substantiels que divers, alliant des prêts concessionnels complexes, des subventions, ou encore, des emprunts pour accéder aux marchés chinois. Le commerce chinois – importations et exportations - avec l’Afrique avaient atteint 204,19 milliards de dollars en 2018<sup>28</sup>, contre 40 milliards de dollars en 2005<sup>29</sup>. Les prêts chinois en Afrique ont augmenté prodigieusement, totalisant un montant de 116 milliards de dollars de 2010 à 2017<sup>30</sup>. Les investissements venant de Chine ont quasiment doublé entre 2010 et 2015. Les autorités chinoises, en particulier Xi, soulignent inlassablement l’importance de relations diplomatiques solides avec les chefs d’Etats africains. 39 des 54 nations africaines sont depuis plusieurs années impliquées dans des contrats des centrales électriques et projets d’infrastructures chinoises (Routes de la soie).

De manière générale, l’Administration Trump avait une préférence pour les entraves économiques. Parmi celles-ci figuraient notamment les mesures douanières sur l’acier et l’aluminium et l’imposition des sanctions iraniennes mais également les pressions incessantes sur l’OPEC pour maintenir les prix pétroliers au plus bas niveau. Les membres sub-sahariens de l’OPEC n’ont jamais été des acteurs clés dans le conflit iranien mais ont été des acteurs actifs au sein du cartel dominant le marché mondial du pétrole.

Ce pétrole, élément vital de l’économie mondiale, représente un élément clé de la liberté d’action des affaires étrangères américaines. Leurs partenaires riches en pétrole au Moyen-Orient modifient progressivement leurs politiques étrangères, conscients que l’OPEC a commencé à s’affaiblir depuis quelques années. Si la production et l’exportation américaines continuent d’inonder le marché, les prix pétroliers resteront faibles et les Etats africains, dont une grande partie du revenu national dépend de l’exportation pétrolière, feraient par conséquent face à une concurrence inégale<sup>31</sup>. Par ailleurs, l’Afrique tentant d’atténuer sa dépendance envers les ressources naturelles, des revenus plus faibles rendraient encore plus difficile la transition vers une économie verte<sup>32</sup>.

---

<sup>27</sup> MESERVEY, Joshua. ‘Prosper Africa’ promises long overdue change in US approach to continent. Op. Cit.

<sup>28</sup> Ministry of Commerce People’s Republic of China. Statistics on China-Africa Trade in 2018. In Ministry of Commerce People’s Republic of China [en ligne]. Le 26 janvier 2019 [consulté le 10 novembre 2019]. Disponible sur :

<http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/lanmubb/AsiaAfrica/201901/20190102831255.shtml>

<sup>29</sup> IGHOBOR Kingsley. China in the heart of Africa. In United Nations Africa Renewal [en ligne]. Janvier 2013 [consulté le 10 novembre 2019]. Disponible sur : <https://www.un.org/africarenewal/magazine/january-2013/china-heart-africa>

<sup>30</sup> SIGNE Landry. A Trump visit to Africa is important and carries some urgency. Op. Cit.

<sup>31</sup> FELS Cameron. Trump’s Africa Strategy and the Evolving U.S.-Africa Relationship. In *Africa Up Close*, The Wilson Center [en ligne]. Le 19 Avril 2019 [consulté le 28/5/2019]. Disponible sur : <https://africaupclose.wilsoncenter.org/trumps-africa-strategy-and-the-evolving-u-s-africa-relationship/>

<sup>32</sup> Ibidem

### 3. Dimension militaire

Si au début de l'année 2017, l'Administration Trump semblait abandonner la doctrine du contre-terrorisme qui était dominante depuis les attentats du 9/11, les premières années de l'Administration Trump furent caractérisées paradoxalement par une présence militaire encore plus accrue sur le continent. Entre autres, en 2017, Washington déployait des militaires au Nigéria et vendait aux autorités de la région, l'équivalent de 593 millions de dollars d'armes pour contrer e.a. Boko Haram et al-Shabaab. Fin 2018, l'Africa strategy soulignait le soutien financier continu pour renforcer les capacités et moyens de l'Afrique face à l'extrémisme. La coopération au G5 en matière de contre-terrorisme entre cinq Etats au Sahel – Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad – initiée à partir de 2014, a été promue comme modèle des futurs arrangements militaires qui pourraient être conclus. En parallèle, les missions de maintien de la paix de l'ONU faisaient l'objet de cinglantes critiques de la part de l'administration américaine dû à leur absence de résultats. Les initiatives multilatérales avaient selon eux comme résultat que le report des conflits existants, au lieu de les éradiquer à la source<sup>33</sup>.

Dans cette même logique de renforcement des moyens envers l'extrémisme et les conflits armés, la Maison Blanche décidait en mars 2017 d'assouplir les règles d'engagement en vigueur sur les attaques aériennes contre les cibles suspectées de terrorisme. Le PPG (*Presidential Policy Guidance*) énonçait à la fois des normes à respecter avant que des mesures létales puissent être prises et des mécanismes procéduraux pour approuver les opérations et les cibles. Les normes et procédures du PPG régissaient les « actions directes » contre les terroristes présumés en dehors des États-Unis et les « zones d'hostilités actives ». L'Administration révisa ainsi le PPG qui, sous Obama, autorisait l'utilisation de la force létale en cas de *quasi-certitude* d'absence de victimes civiles. Au début de l'administration Trump cependant, le Président ordonna un examen des contraintes politiques sur le recours à la force et aurait supprimé certaines des exigences procédurales pour l'approbation de la Maison Blanche requise sous Obama.<sup>34</sup>

Des opérations militaires dans près de vingt pays africains continuaient à être menées par le Pentagone. En parallèle, l'Administration Trump renforça les pouvoirs de la CIA en Afrique, permettant de conduire des attaques de drones à partir d'une base aérienne au Nord-Est du Niger. Vingt-quatre groupes radicaux étaient présents sur l'ensemble du continent en 2019, 5 fois plus qu'en 2010. Le nombre d'évènements violents a augmenté de près de 960%. Près de 288 cas étaient recensés en 2009, contre 3050 en 2018<sup>35</sup>.

---

<sup>33</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy*. Op. Cit.

<sup>34</sup> SIEMION, Rita, 2017. Presidential Policy Guidance: Procedures for Approving Direct Action Against Terrorist Targets Located Outside The United States and Areas of Active Hostilities. *International Legal Materials*. 2017. Vol. 56, n° 6 pp. 1209–1225. [consulté en ligne le 10/01/2021] Disponible sur: [Presidential Policy Guidance: Procedures for Approving Direct Action Against Terrorist Targets Located Outside The United States and Areas of Active Hostilities | International Legal Materials | Cambridge Core](#)

<sup>35</sup> TURSE Nick. U.S. Generals worry about rising Russian and Chinese influence in Africa, documents show. *The*

A partir de 2018, la violence extrémiste a augmenté de près de 250% au Burkina Faso, au Mali, en dans l'ouest du Niger, selon le témoignage du commandant de l'AFRICOM, Stephen J. Townsend, à l'été 2019<sup>36</sup>. L'ONU estimait en 2019 au moins 4000 décès liés au terrorisme dans ces trois pays, tandis qu'un demi-million de réfugiés ont dû fuir pour motif qualifié par l'ONU de « violences sans précédent »<sup>37</sup>. La menace terroriste s'étendant jusqu'en Afrique de l'Est, les forces de sécurité américaines avaient conduit quarante-sept frappes aériennes en 2018 contre al-Shabaab, groupe islamiste implanté en Somalie. Il s'agissait d'une augmentation de 200% sous la présidence Trump. 700 militaires américains y étaient déployés contre des cibles terroristes.<sup>38</sup>

Fin 2020, le général S. Townsend en charge de l'Africa Command (AFRICOM) a annoncé le lancement de l'opération Octave Quartz afin de retirer des forces américaines de Somalie avant l'investiture de Joe Biden.<sup>39</sup> Ces forces furent redéployées sur des bases au Kenya et à Djibouti et n'entreraient désormais en Somalie que pour effectuer de courtes missions antiterroristes. Ce départ, mal vu par les autorités somaliennes en demande de soutien face à la menace terroriste, fut annoncé par le DoD après une accélération faite par le Président du désengagement d'Afghanistan et d'Irak pour tenir sa promesse de « mettre un terme aux guerres sans fin ».<sup>40</sup><sup>41</sup>

### 3.1 Signes de retrait et du vide comblé

En 2019, près de 5000 militaires américains étaient déployés en Afrique, à côté des 1000 fonctionnaires du Département de la Défense et contractants<sup>42</sup>. L'argument classique d'une présence de l'armée américaine en Afrique restait celui du contreterrorisme. L'annonce en décembre de la même année par Mark Esper, ancien secrétaire à la défense, d'une possible réduction, voire d'un retrait complet de l'armée américaine d'Afrique de l'Ouest semblait

---

*Intercept* [en ligne]. 13 août 2019 [consulté le 25/04/2020]. Disponible sur : <https://theintercept.com/2019/08/13/russia-china-military-africa/>

<sup>36</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

<sup>37</sup> HEUNIS Stefan. Trump's possible Africa withdrawal sends the wrong signal at the exact wrong time. *NbcNews* [en ligne]. 21 février 2020 [consulté le 25/04/20]. Disponible sur : <https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-possible-africa-withdrawal-sends-wrong-signal-exact-wrong-ncna1140026>

<sup>38</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

<sup>39</sup> Trump ordonne le retrait des troupes américaines de Somalie. *Courrier International* [en ligne]. 5 décembre 2020 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/come-de-lafrance-trump-ordonne-le-retrait-des-troupes-americaines-de-somalie>

<sup>40</sup> HARDING Andrew. Somali concern at US troop withdrawal. *BBC News* [en ligne]. 18 janvier 2021 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-africa-55677077>

<sup>41</sup> Somalie : Donald Trump ordonne le retrait de la "majorité" des troupes américaines. *France24* [en ligne] 5 décembre 2020 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/afrique/20201205-somalie-donald-trump-ordonne-le-retrait-de-la-majorite-des-troupes-americaines>

<sup>42</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

trancher avec les objectifs et les efforts fournis depuis des années. Ce réajustement s'inscrivait en réalité dans un processus de redéploiement de milliers de militaires à l'échelle mondiale, dans le cadre de la rivalité entre grandes puissances<sup>43</sup>.

En effet, tandis que Trump ne cachait pas ses préoccupations pour la recrudescence du terrorisme en Afrique, il se souciait davantage pour les enjeux que posent la Chine et la Russie, tel qu'en atteste le budget militaire pour 2021<sup>44</sup>. D'autant que les ressources du Département de la Défense ne permettaient plus que d'assurer jusqu'à 25% des exigences pour la bonne conduite des opérations de renseignement et de surveillance en Afrique. La perspective d'un retrait inquiétait Paris, puisqu'un contingent de quelques 4500 militaires français combattait conjointement avec les forces armées américaines déployées dans le Sahel. La coopération couvrait les échanges de renseignements, la surveillance aérienne, ou encore le ravitaillement aérien. Elle restait cruciale pour mener à bien les opérations de l'armée française<sup>45</sup>. Par conséquent, une possibilité de ce retrait était l'amorce d'une réaction en chaîne, mettant en péril des liens difficilement forgés pendant de longues années.

Rappelons que la Chine et la Russie ont pris l'habitude de tirer profit des facteurs d'instabilité et d'insécurité pour asseoir leur domination et leur influence<sup>46</sup>. Effectivement, les activités des forces armées américaines et européennes ont tendance à être concurrencées par celles des deux puissances. Dans leur témoignage auprès du Congrès américain, Thomas Waldhauser, ex-commandant de l'AFRICOM, et Townsend, son remplaçant, confirmèrent les vues de Bolton en 2018 sur les agissements de Pékin et Moscou. Ces deux protagonistes ont multiplié leurs relations militaires avec les nations africaines grâce à la vente d'armes, la conclusion d'accords sécuritaires et la mise en place de programmes d'entraînement. En juillet 2019 se déroulait à Pékin le premier Forum sur la paix et la sécurité Chine-Afrique, rassemblant près de 100 hauts responsables gouvernementaux en matière de sécurité issus de plus de 50 pays africains et de l'UA. L'Armée populaire de libération a transformé le port maritime chinois à Djibouti en première base militaire d'outre-mer à moins de 10 kilomètres du Camp Lemonnier<sup>47</sup>.

Dans le Nord-Ouest, une autre inquiétude fut l'incapacité de la France à combler un éventuel vide laissé au Sahel par l'armée américaine<sup>48</sup>. La Russie profiterait de l'éventualité d'un vide à combler à un moment où les pays du G5 au Sahel auraient grandement besoin de soutien

---

<sup>43</sup> LAFRENNIE Erika. Why a troop drawdown in Africa is exactly the wrong approach. *Fair Observer* [en ligne]. 21 Janvier 2020 [consulté le 25/4/2020]. Disponible sur : <https://www.fairobserver.com/region/africa/us-troop-drawdown-west-africa-china-russia-news-54453/>

<sup>44</sup> HEUNIS Stefan. Trump's possible Africa withdrawal sends the wrong signal at the exact wrong time. Op. Cit.

<sup>45</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

<sup>46</sup> LAFRENNIE Erika. Why a troop drawdown in Africa is exactly the wrong approach. Op. Cit.

<sup>47</sup> TURSE Nick. U.S. Generals worry about rising Russian and Chinese influence in Africa, documents show. Op. Cit.

<sup>48</sup> Paris pourrait rechigner à tenir ses engagements envers Washington dans divers théâtres d'opération au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Asie en général <https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-possible-africa-withdrawal-sends-wrong-signal-exact-wrong-ncna1140026>



pour endiguer les violences du djihadisme. D'après l'agence de presse russe, Itar-Tass, 35 chefs d'Etats avaient confirmé leur présence au sommet Russie-Afrique à Sotchi en octobre 2019, co-présidé par le président Poutine et le président égyptien, Abdel-Fattah el-Sissi.<sup>49</sup> Finalement, 54 pays africains étaient représentés dont 45 par des chefs d'État et de gouvernements.<sup>50</sup> Dans son discours de clôture, Vladimir Poutine annonça que ces rencontres se tiendraient tous les trois ans, alternativement en Russie et en Afrique.<sup>51</sup> Selon le témoignage de Waldhauser, le Kremlin proposa de l'aide militaire contre l'acquisition des droits miniers et de conclure des partenariats énergétiques. Par exemple, la Russie a ainsi renforcé son influence en République d'Afrique centrale par une coopération militaire pilotée par le groupe Wagner, société militaire russe privée<sup>52</sup>. Durant ces sept dernières années, la Russie a vendu pour plus de 9 milliards de dollars d'armes en Afrique, quatre fois plus que les ventes d'armes chinoises<sup>53</sup>. La livraison d'armes permettrait d'avoir légalement un accès aux marchés d'extractions minières<sup>54</sup>. Fin de l'été 2019, Moscou a déployé près de 160 militaires dans la province de Caba Delgado, située au Nord du Mozambique. Ce déploiement a été opéré en échange de l'acquisition des concessions pétrolières et gazières, à un moment où le Mozambique était en proie à une insurrection islamique dans la même zone<sup>55</sup>.

#### 4. Aide humanitaire et démocratie

Dans le courant 2017, des questions restaient en suspens sur l'avenir des programmes AGOA, PEPFAR, YALI, *Power Africa* et la *Millennium Challenge Corporation*<sup>56</sup>. La proposition de budget présidentiel pour 2018 recommandait une coupe budgétaire de 28 % du financement du Département d'Etat et de *l'Agence américaine pour le développement international* (USAID), ainsi que l'arrêt du financement *du Fonds d'aide d'urgence aux réfugiés et pour les migrations* (ERMA). Globalement, les restrictions budgétaires proposées concernant ces

---

<sup>49</sup> TURSE Nick. U.S. Generals worry about rising Russian and Chinese influence in Africa, documents show. Op. Cit.

<sup>50</sup> Roscongress Foundation. Bilan des premiers Sommet et Forum économique Russie-Afrique. 28 octobre 2019. <https://summitafrica.ru/fr/news/podvedeny-itogi-pervogo-sammita-i-ekonomicheskogo-foruma-rossija-afrika-roskongress-prodolzhit-rabotu-na-afrikanskom-treke-v-period-do-sledujushego-foruma/>

<sup>51</sup> MARBOT Olivier. Sommet Russie-Afrique à Sotchi : Vladimir Poutine en conquérant. *Jeune Afrique* [en ligne] 12 novembre 2019. [consulté le 10 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com/mag/848101/politique/sommet-russie-afrique-a-sotchi-vladimir-poutine-en-conquerant/>

<sup>52</sup> Des sociétés privées de services militaires russes, tels que le groupe Wagner, sont actives dans plus de 15 pays.

<sup>53</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

<sup>54</sup> TURSE Nick. U.S. Generals worry about rising Russian and Chinese influence in Africa, documents show. Op. Cit.

<sup>55</sup> BROWNE Ryan. Top US general in Africa warns of growing threats as Trump administration weighs cutting troop numbers. Op. Cit.

<sup>56</sup> L'*African Growth and Opportunity* (AGOA), signé en 2000 par Bill Clinton était une tentative d'élever la relation de donneur-receveur au statut de partenariat commercial à part entière. La President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR) est lancée en 2003 par George W. Bush. Tandis que *Young African Leaders Initiative* (YALI) et *Power Africa* furent initiées par Obama successivement en 2010 et 2013. La *Millennium Challenge Corporation* est une agence indépendante créée en 2004 par le Congrès des Etats-Unis pour lutter contre la pauvreté mondiale.

programmes laissaient présumer une diminution de 13% pour 2018. La BUILD ACT devait pourtant permettre de reconduire ou de renforcer ces initiatives consacrées antérieurement. Une des critiques à l'égard des précédents gouvernements était le gaspillage de moyens dans certains sous-secteurs de l'aide octroyée, même si certains programmes avaient livré des résultats remarquables.

Le discours de John Bolton sur l'Africa strategy à l'Héritage Foundation, fixa la position intransigeante de Washington : « Les Etats-Unis ne fourniraient plus d'assistance à l'Afrique sans discernement et sans priorités préalables. Ils ne soutiendraient plus les missions improductives, infructueuses et irresponsables dans le secteur du maintien de la paix ». Bolton justifia ces propos en mentionnant qu'en 2017, le Département d'Etat et l'USAID avaient injecté plus de 8,7 milliards de dollars dans les secteurs du développement, de la sécurité et de l'aide alimentaire en Afrique, contre 8,3 milliards de dollars en 2016. Entre 1995 et 2006, l'aide octroyée à l'Afrique égalait à peu près celle de tous les donateurs, pris collectivement. Ces montants astronomiques sur le compte du contribuable américain n'ont pas livré les effets désirés – éradication du terrorisme, du radicalisme, et de la violence. Les gouvernements antérieurs à l'administration Trump n'ont pas empêché l'avènement d'autres puissances – Chine, Russie – sur le continent au détriment des Etats africains. L'aide octroyée n'a pas conduit à une gouvernance stable et transparente, ni à une viabilité économique, ni au renforcement du développement dans la région selon le discours de J. Bolton. Désormais, les Etats-Unis ne toléreraient plus une aide sans effet, ni une assistance sans redevabilité, ni une aide sans réforme<sup>57</sup>.

Si l'Administration envisageait de réduire l'aide au développement à hauteur de 30%, elle avait promis de déployer des ressources *efficacement*. Elle avait annoncé qu'elle continuerait donc à investir dans la prévention, la détection et la lutte contre les épidémies infectieuses et mortelles, mais rien ne garantissait que le gouvernement respecte ses engagements. En novembre 2018, l'Administration avait demandé au Congrès d'annuler le financement de 252 millions de dollars pour éradiquer le virus d'Ebola. Cette décision paralysa le travail d'experts américains en matière de santé en RDC et conduisit à la suppression de la direction *Sécurité sanitaire mondiale et biodéfense* du Conseil de Sécurité Nationale<sup>58</sup>. Le budget supplémentaire de 50 millions de dollars proposés dans la FY 2021 fut une goutte d'eau dans l'océan comparé à la suggestion de réduire l'aide globale de 9% sur le continent<sup>59</sup>. La proposition de budget réduisit l'assistance à hauteur de 39%, c'est-à-dire 3,23 milliards de

---

<sup>57</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the The Trump Administration's New Africa Strategy*. Op. Cit.

<sup>58</sup> SCHNEIDMAN Witney & SIGNE Landry. *The Trump administration's Africa strategy: Primacy or partnership?* op. cit.

<sup>59</sup> ELLIOTT Kimberly Ann. *Trump's 'Prosper Africa' Strategy Is Fixated on a Cold War-Like View of China*. op. cit.



dollars. Des programmes de santé en Afrique, tels que PEPFAR subirent le même sort, avec une réduction de 26%<sup>60</sup>.

En outre, si le rôle de la société civile africaine était mis en lumière dans la nouvelle *Africa strategy*, quasi aucune référence n'avait été faite par Bolton sur la promotion de la démocratie au désespoir de toute une série d'ONG dépendant des fonds américains<sup>61</sup>. La promotion de la démocratie était également absente du discours de Trump sur l'état de l'Union en janvier 2019<sup>62</sup>. Par ailleurs, Trump se mit à nouveau en porte-à-faux par sa sympathie affichée pour les leaders autocrates et son indifférence à l'égard de la démocratie et les droits de l'Homme<sup>63</sup>. Cette crainte s'illustra aussi dans l'annonce de l'Administration, début février 2020, de limiter l'immigration aux Etats-Unis des ressortissants en provenance de l'Erythrée, du Soudan, de la Tanzanie et du Nigéria - et deux nations asiatiques, le Kirghizstan et la Birmanie. Les Etats concernés ne se conformeraient pas aux normes de sécurité et de partage d'informations, d'après le secrétaire à la sécurité intérieure<sup>64</sup>. A l'origine, l'interdiction de 2017 comptait limiter le déplacement de ressortissants des pays à forte propension musulmane vers les Etats-Unis et ainsi empêcher l'entrée de terroristes islamiques sur le territoire américain. Sauf que cette disposition affectait plus de 350 millions de personnes, dont la plupart venaient d'Afrique<sup>65</sup>. L'interdiction eut des conséquences sur les économies africaines, notamment en matière d'emplois. Economiquement, la décision de l'Administration a surtout eu un impact sur l'envoi de fonds aux Etats-Unis. Le Nigéria était à l'époque la plus grande économie d'Afrique avec une population de plus de 203 millions de personnes - 16% de la population totale <sup>66</sup>. Les nigériens vivant aux Etats-Unis envoyaient chaque année des milliards de dollars à leur famille – 24 milliards de dollars rien qu'en 2018. Vu la dépendance du Nigeria envers le pétrole et le taux de chômage avoisinant les 23%, les transferts de fonds représentaient une bouée de secours pour des millions de citoyens. Cependant, la décision de restreindre l'émission de visas eut aussi un impact au niveau humain et social. Celles et ceux installés aux Etats-Unis furent forcés de quitter le territoire américain, parfois séparés de leurs proches tandis qu'ils répondaient initialement aux conditions fixées.

---

<sup>60</sup> FINNEGAN Conor. Pompeo makes 1st trip to Africa in bid to reassert US as leading partner. Op cit.

<sup>61</sup> Ibidem.

<sup>62</sup> La démocratie, les droits de l'homme et la bonne gouvernance sont pourtant des piliers de l'*Africa policy* depuis des décennies.

<sup>63</sup> GASS Jonathan. Trump's Africa Surprise. In Africa's center. op. cit.

<sup>64</sup> US travel ban: Trump restricts immigration from Nigeria and five other countries. *BBC News* [en ligne]. 31 janvier 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-51335011>

<sup>65</sup> LATIF DAHIR Abdi & MACLEAN Ruth. New U.S. Travel Ban Shuts Door on Africa's Biggest Economy, Nigeria. *The New York Times* [en ligne]. 2 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2020/02/02/world/africa/trump-travel-ban.html>

<sup>66</sup> AL-ARSHANI Sarah. Trump's expanded travel ban will hit nearly a fifth of Africa's population, a continent that he once said is home to 's---hole' countries. In *Business Insider* [en ligne]. 1<sup>er</sup> Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.businessinsider.fr/us/trump-expands-ban-to-more-countries-including-nigeria-2020-1>

Notons en outre que si les administrations antérieures dénonçaient à plusieurs occasions les dictateurs africains pour avoir dépassé la durée limite de leurs mandats, pour l’incarcération arbitraire et la répression de minorités ou de journalistes, ces faits furent ignorés quand il s’agissait de servir les intérêts sécuritaires américains. Les administrations Obama et Bush ont notamment procuré des armes et un financement à Yoweri Museveni, président Ougandais qui manipula la constitution nationale pour rester au pouvoir à vie. Il en va de même pour l’Ethiopie, en raison de son rôle dans la guerre menée contre le terrorisme. En juillet 2015, Obama avait d’ailleurs fait l’éloge du gouvernement *‘élu démocratiquement’*. Quelques mois avant, le parti au pouvoir gagna 100% des sièges au parlement et lança une répression brutale de l’opposition politique, la jeunesse, les musulmans, les journalistes et bloggeurs. Les discours des présidents américains sur les droits de l’homme ont souvent eu pour but de séduire leur base électorale aux Etats-Unis. Dans ce contexte, Trump ne différait pas des autres présidents. Certaines de ses assertions ont sans aucun doute porté préjudice à la position des Etats-Unis en Afrique, mais la différence avec Obama ne serait que rhétorique selon certains. Dans les deux cas, les discours et les décisions en matière de droits de l’Homme restaient subordonnés aux intérêts de la nation américaine<sup>67</sup>.

---

<sup>67</sup> Ibidem.

## 5. Sommets et visites : vecteurs et limites de l'influence

Les paroles désobligeantes de Donald Trump à l'égard des pays africains (qu'il a qualifiés de « pays de merde » en 2018) ont atteint les chefs d'Etats africains tout comme ses politiques telles que la restriction de visas d'immigration, le retrait de ses forces armées ou encore les coupes budgétaires dans certains programmes d'aide. L'ex-président n'a reçu à la Maison Blanche que trois chefs d'Etat : Muhammadu Buhari du Nigéria, Abdel Fattah al-Sissi de l'Egypte et Uhuru Kenyatta du Kenya. Ces visites officielles à la Maison Blanche sous-entendaient que Washington restait le bénéficiaire primordial des relations avec l'Afrique, dont seul D.Trump en décidait les priorités à la carte. En effet, les conversations se concentraient sur « la lutte contre le terrorisme » et le développement économique dont les liens commerciaux entre les parties.<sup>68</sup> Les trois pays étaient vus par l'ex-président comme des marchés potentiels pour les produits américains ou encore, concernant l'Egypte, un poste avancé au Moyen-Orient.

Quant aux messages ambigus de Washington, ils ne facilitaient en rien la tâche des responsables américains. La tournée de Mike Pompeo, secrétaire d'Etat, au Sénégal, en Ethiopie et en Angola, en février 2020 prouva toute la difficulté de convaincre l'Afrique qu'elle formait une priorité pour Washington. Le geste était louable mais le choix de ces trois nations démontrait une fois de plus que la logique d'« America First » primait dans les relations avec le continent. Ces nations étaient des partenaires régionaux clé pour Pékin. L'administration Trump voulait donc contrer cette influence chinoise en Afrique en commençant par ces trois pays qui se situaient à différentes étapes de transition vers la démocratie<sup>69</sup>.

Le Sénégal étant un des rares remparts politiques et économiques stables, capable de résister à l'insécurité dans le Sahel, le pays bénéficia d'un nouveau centre d'entraînement spécialisé en contreterrorisme, financé par Washington.

L'Ethiopie, bastion de stabilité politique et de croissance économique en Afrique, a subi d'importants changements démocratiques et économiques<sup>70</sup>.

En 2018, l'Angola exportait 3,8% de son pétrole vers les Etats-Unis qui était le troisième plus important importateur de pétrole angolais après la Chine (69%) et l'Inde (9%)<sup>71</sup>. La Chine a

---

<sup>68</sup> FENELON MASSALA Rodrigue. Donald Trump, celui qui croyait que l'Afrique est un pays et la Belgique, une « jolie ville ». *Finacial Afrik* [en ligne] 3 novembre 2020. Disponible sur : <https://www.finacialafrik.com/2020/11/03/usa-donald-trump-celui-qui-croyait-que-lafrique-est-un-pays-et-la-belgique-une-jolie-ville/>

<sup>69</sup> EGUEGU Ovigwe. Mike Pompeo's Africa trip is about China, not Africa. *The Africa Report* [en ligne]. 17 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.theafricareport.com/23526/mike-pompeos-africa-trip-is-about-china-not-africa/>

<sup>70</sup> TREMANN Cornelia. *In Africa, the US plays catch-up with China*. In Lowy Institute [en ligne]. 12 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpretor/africa-us-plays-catch-china>

<sup>71</sup> Observatory of Economic Complexity. *Angola*. In Observatory of Economic Complexity [en ligne] [consulté le 10 septembre 2020]. Disponible sur : [https://oec.world/en/profile/country/ago#:~:text=Destinations%3A%20Angola%20exports%20mostly%20to,Belgium%2DLuxembourg%20\(%24802M\)](https://oec.world/en/profile/country/ago#:~:text=Destinations%3A%20Angola%20exports%20mostly%20to,Belgium%2DLuxembourg%20(%24802M))

investi massivement, au point tel que l'Angola accumula une dette de 25 milliards de dollars. Elle commença à s'acquitter de cette dette en fournissant Pékin en pétrole<sup>72</sup>. Pompeo avait également reconfirmé l'engagement des Etats-Unis dans la lutte contre al-Shabab et fit également la promesse de fournir 8 millions de dollars d'aide pour freiner l'essaim de criquets au Kenya, en Somalie et en Ethiopie.

Quand, lors de sa tournée, M. Pompeo dénonçait le piège de la dette orchestrée par la Chine, ou encore, quand il critiquait l'endettement de l'Afrique, l'Administration s'alignait avec certains Etats africains mais n'offrait pas d'alternative durable pour financer la croissance, les déficits et les investissements d'infrastructure des Etats en nécessité. En effet, les institutions internationales telles que la Banque Mondiale et le FMI n'ont pas fourni suffisamment de moyens pour combler les carences des Etats du continent dans le besoin. Pour leur part, les nations africaines rejetèrent le récit qui les obligeait à choisir l'une ou l'autre grande puissance. D'ailleurs, certains chefs d'Etats n'ont pas écarté l'idée d'une concurrence pour obtenir davantage d'investissements<sup>73</sup>. Lors de sa visite à la Maison Blanche en 2018, le président kenyan, Uhuru Kenyatta, en passe de signer un ALE avec Washington malgré les objections des nations de l'AfCFTA, avait fait savoir que l'Afrique était en mesure d'opter pour les Etats-Unis et la Chine en même temps. Il invita donc les deux protagonistes à considérer l'Afrique comme une opportunité de développement à l'échelle mondiale et pas comme un champ de bataille<sup>74</sup>.

---

<sup>72</sup> THE STRAITS TIMES. Mike Pompeo makes first trip to Africa with conflicting US signals. *The Straits times* [en ligne]. 14 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.straitstimes.com/world/africa/mike-pompeo-makes-first-trip-to-africa-with-conflicting-us-signals>

<sup>73</sup> AP. U.S. Secretary of State visits Senegal, Ethiopia, Angola on African tour. *Africa News* [en ligne]. 14 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020] Disponible sur : <https://www.africanews.com/2020/02/14/us-secretary-of-state-visits-senegal-ethiopia-angola-on-african-tour/>

<sup>74</sup> AXIOS. Africa can choose both U.S. and China, Kenya's leader says in D.C. visit. *Axios* [en ligne]. 6 Février 2020 [consulté le 10 septembre 2020]. Disponible sur : <https://www.axios.com/africa-choose-us-china-kenyas-leader-dc-visit-666167d8-5dba-49c3-b404-01dad9419b70.html>

## CONCLUSION

Même si Prosper Africa soulignait le soutien au développement économique des pays africains, elle visait spécifiquement la création « d'emplois américains », l'étendue et l'accès aux « marchés américains » pour les « exportations américaines »<sup>75</sup>. La prospérité était tournée vers les opportunités des secteurs cibles en Afrique, dans lesquels les entreprises et les contribuables américains pouvaient tirer profit. De plus, l'aide humanitaire et au développement n'était octroyée qu'à condition d'être jugée effective et efficace. La résolution des problèmes en Afrique en devint donc conditionnelle. Les Etats-Unis de l'administration Trump acceptaient de fournir une aide qu'aux acteurs capables de prendre leurs responsabilités en tant qu'Etats souverains autonomes, en particulier économiquement.

Paradoxalement, ces critères semblaient justifier l'asymétrie des échanges en faveur des entreprises et des marchés américains. La question était doublement sensible en matière sécuritaire. Washington menaça de couper tout soutien aux missions onusiennes de maintien de la paix de l'ONU, considérées improductives et infructueuses. Premièrement, le critère de gain conditionnait l'assistance dans la résolution des conflits et la lutte contre le radicalisme, compromettant paix et stabilité. Deuxièmement, la conditionnalité n'était pas sans conséquences dans la rivalité entre grandes puissances. A l'instar de l'Asia policy et de la FOIP, l'Africa strategy fut conçue pour contrer la Chine, et la Russie dans une moindre mesure. Cela était comparable au consensus académique voulant que les relations entre Washington et le continent africain étaient déterminées par la rivalité américano-russe entre 1950 et 1990. La présence des Etats-Unis de D. Trump sur le continent était déterminée par ses intérêts et avait pour objectif d'y contrer l'influence chinoise.<sup>76</sup>

Cependant, comme en Asie, là où le bât blesse, c'est que le vide laissé progressivement par la puissance américaine a été comblé par les partenariats et les opérations de sécurité de la Chine qui en a profité. Il est important de souligner qu'il ne s'agissait pas d'un problème propre au dysfonctionnement de l'administration Trump. Selon les règles traditionnelles de la diplomatie, un pays montre son engagement envers les partenaires étrangers en servant la relation. Lorsqu'une relation est saine et constructive, cela signifie des contacts fréquents et de haut niveau. La Chine a fait une priorité de ses relations avec le continent africain au cours de ce siècle. Le premier ministre chinois et le chef du Parti communiste chinois, les deux principaux dirigeants du pays, se sont rendus chacun en Afrique quasi annuellement depuis des années, tout comme de nombreuses autres délégations chinoises de niveau ministériel

---

<sup>75</sup> U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the The Trump Administration's New Africa Strategy*. Op. Cit.

<sup>76</sup> CORNELL PRESS. *A Brief History of U.S.-Africa Relations*. In Cornell Press [en ligne]. [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://cornellpress.manifoldapp.org/read/united-states-africa-relations-in-the-age-of-obama/section/4f22d59e-2be7-41b7-ba61-d965e80fa4bf>

et d'autres membres de haut rang. Les États-Unis n'ont jamais accordé à l'Afrique une telle attention constante de haut niveau.<sup>77</sup>

Enfin, les sommets ont toujours eu une importance plus que symbolique. Si, d'après Bertrand Badie, à l'ère de la mondialisation, « les Etats doivent transiger entre eux dans un champ où s'articulent le local, le national, le régional et l'international », Washington aurait dû entrevoir l'importance de la présence du Président américain à un de ces forums sur le sol d'une nation africaine. Tisser des liens identitaires plus forts avec l'Afrique aurait été un atout pour, d'une part, enrayer le radicalisme, et d'autre part, contrer la projection de puissance chinoise. Si selon les constructivistes les intérêts nationaux sont façonnés par les normes que les Etats adoptent, la politique étrangère de l'administration Trump et l'image de sa politique intérieure n'étaient pas élaborées pour construire une identité commune entre l'Afrique et les Etats-Unis.

En plus de cela, les faiblesses économiques et institutionnelles du côté africain pouvaient générer des revendications identitaires, exploitées par l'islamisme extrémiste. Il était probable qu'elles éveillaient un sentiment *de menace* déstabilisant la région.<sup>78</sup>

Etant donné le résultat des élections américaines de 2020, les manœuvres de l'administration Biden à l'égard du continent africain devraient être intéressantes à observer. Washington aurait intérêt à se montrer plus présent et à veiller à ce qu'il y ait des bénéfices plus proportionnellement partagés dans ses liens avec l'Afrique, notamment en termes de développement et d'aide à la stabilité institutionnelle. Les indications sont que l'administration Biden prévoit de s'éloigner de l'unilatéralisme de l'ère Trump. Le secrétaire d'État étant Antony Blinken, secrétaire d'État adjoint sous l'administration Obama, la politique ne devrait pas être trop différente de ce que nous avons vu à l'ère Obama. La réparation des alliances et le renforcement du multilatéralisme sont à l'ordre du jour. Pour l'Afrique, néanmoins, cela devrait se traduire par une politique américaine qui s'efforce de respecter les peuples et les gouvernements du continent. M. Biden a pris la relève à la Maison Blanche en sachant que le monde ne respecte plus les États-Unis de la même manière.

---

<sup>77</sup> FRENCH Howard W. America's Downsized Relationship with Africa Is About to Go Totally Adrift. *World Politics Review* [en ligne]. 2 Janvier 2020 [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28441/us-africa-relations-are-being-downgraded-even-further-under-trump>

<sup>78</sup> KALONDO Ebba. *Statement of the Chairperson following the murder of George Floyd in the USA*. In Africa Union [en ligne]. 29 Mai 2020 [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://au.int/en/pressreleases/20200529/statement-chairperson-following-murder-george-floyd-usa>



## BIBLIOGRAPHIE

### Portails nationaux et institutions : documents de sécurité, rapports, discours, articles

IGHOBOR Kingsley. China in the heart of Africa. In United Nations Africa Renewal [en ligne]. Janvier 2013 [consulté le 10 novembre 2019]. Disponible sur : <https://www.un.org/africarenewal/magazine/january-2013/china-heart-africa>

Ministry of Commerce People's Republic of China. Statistics on China-Africa Trade in 2018. In Ministry of Commerce People's Republic of China [en ligne]. Le 26 janvier 2019 [consulté le 10 novembre 2019]. Disponible sur : <http://english.mofcom.gov.cn/article/statistic/lanmubb/AsiaAfrica/201901/20190102831255.shtml>

ROSS Wilbur. *Remarks by Commerce Secretary Wilbur L. Ross at the U.S.-Africa Leadership Forum: Strengthening the Future of U.S.-Africa Trade and Investment*. In US DEPARTMENT OF COMMERCE [en ligne]. Septembre 2019. Disponible sur : <https://www.commerce.gov/news/speeches/2019/09/remarks-commerce-secretary-wilbur-l-ross-us-africa-leadership-forum>

Sub-Saharan Africa: Key Issues, Challenges, and U.S. Responses. Summary, p.1, pp.19-21. *Washington: Congressional Research Service, Library of Congress* [en ligne]. Mars 2017 [consulté le 27 mai 2019]. Disponible sur: <https://fas.org/sgp/crs/row/R44793.pdf>

U.S. NATIONAL SECURITY COUNCIL. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the The Trump Administration's New Africa Strategy*. In White House [en ligne] le 13 décembre 2018. Disponible sur: <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>

### Ouvrages et revues

CALAMUR Krishnadev, Africa Is the New Front in the U.S.-China Influence War, *THE ATLANTIC* [en ligne], le 13 décembre 2018 [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/12/trump-national-security-adviser-unveils-new-africa-strategy/578140/>

ELLIOTT Kimberly Ann. Trump's 'Prosper Africa' Strategy Is Fixated on a Cold War-Like View of China. In *World Politics Review* [en ligne], le 16 juillet 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28036/trump-s-prosper-africa-strategy-is-fixated-on-a-cold-war-like-view-of-china>



HAMMOND Alexander. Africa's New Free-Trade Area is Great News for America. In *The National Interest* [en ligne], le 12 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://nationalinterest.org/feature/africa%E2%80%99s-new-free-trade-area-great-news-america-62407>

SIEMION, Rita, 2017. Presidential Policy Guidance: Procedures for Approving Direct Action Against Terrorist Targets Located Outside The United States and Areas of Active Hostilities. *International Legal Materials*. 2017. Vol. 56, n° 6 pp. 1209–1225. [consulté en ligne le 10/01/2021] Disponible sur: [Presidential Policy Guidance: Procedures for Approving Direct Action Against Terrorist Targets Located Outside The United States and Areas of Active Hostilities | International Legal Materials | Cambridge Core](#)

### **Centres de recherche, think tanks, instituts, fondations**

CORNELL PRESS. *A Brief History of U.S.-Africa Relations*. In Cornell Press [en ligne]. [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://cornellpress.manifoldapp.org/read/united-states-africa-relations-in-the-age-of-obama/section/4f22d59e-2be7-41b7-ba61-d965e80fa4bf>

EGUEGU Ovigwe. Mike Pompeo's Africa trip is about China, not Africa. *The Africa Report* [en ligne]. 17 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.theafricareport.com/23526/mike-pompeos-africa-trip-is-about-china-not-africa/>

FELS Cameron. Trump's Africa Strategy and the Evolving U.S.-Africa Relationship. In *Africa Up Close*, The Wilson Center [en ligne]. Le 19 Avril 2019 [consulté le 28/5/2019]. Disponible sur : <https://africaupclose.wilsoncenter.org/trumps-africa-strategy-and-the-evolving-u-s-africa-relationship/>

KALONDO Ebba. *Statement of the Chairperson following the murder of George Floyd in the USA*. In Africa Union [en ligne]. 29 Mai 2020 [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://au.int/en/pressreleases/20200529/statement-chairperson-following-murder-george-floyd-usa>

Observatory of Economic Complexity. *Angola*. In Observatory of Economic Complexity [en ligne] [consulté le 10 septembre 2020]. Disponible sur : [https://oec.world/en/profile/country/ago#:~:text=Destinations%3A%20Angola%20exports%20mostly%20to,Belgium%20Luxembourg%20\(%24802M\)](https://oec.world/en/profile/country/ago#:~:text=Destinations%3A%20Angola%20exports%20mostly%20to,Belgium%20Luxembourg%20(%24802M))

OLANDER Eric & SIGNE Landry. Can Trump's prosper Africa make America greater than China and other partners in Africa?. In BROOKINGS [en ligne], le 26 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/06/26/can-trumps-prosper-africa-make-america-greater-than-china-and-other-partners-in-africa/>

Roscongress Foundation. Bilan des premiers Sommet et Forum économique Russie-Afrique. 28 octobre 2019. <https://summitafrica.ru/fr/news/podvedeny-itogi-pervogo-sammita-i-ekonomicheskogo-foruma-rossija-afrika-roskongress-prodolzhit-rabotu-na-afrikanskom-treke-v-period-do-sledujushchego-foruma/>

SCHNEIDMAN Witney & SIGNE Landry. *The Trump administration's Africa strategy: Primacy or partnership?* In BROOKINGS [en ligne]. 20 décembre 2018 [consulté le 28 mai 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2018/12/20/the-trump-administrations-africa-strategy-primacy-or-partnership/>

SIGNE Landry. A Trump visit to Africa is important and carries some urgency In BROOKINGS [en ligne], le 19 avril 2019 [consulté le 28 mai 2019]. Disponible sur : <https://www.brookings.edu/opinions/a-trump-visit-to-africa-is-important-and-carries-some-urgency/>

TREMANN Cornelia. *In Africa, the US plays catch-up with China*. In Lowy Institute [en ligne]. 12 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/africa-us-plays-catch-china>

### **Journaux spécialisés**

Bloomberg. Trump Plan Seeks to Double U.S.-Africa Two-Way Trade by 2025. In INVESTING [en ligne], le 19 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.investing.com/news/economy-news/trump-plan-seeks-to-double-usafrica-twoway-trade-by-2025-1901686>

FENELON MASSALA Rodrigue. Donald Trump, celui qui croyait que l'Afrique est un pays et la Belgique, une «jolie ville». *Financial Afrik* [en ligne] 3 novembre 2020. Disponible sur : <https://www.financialafrik.com/2020/11/03/usa-donald-trump-celui-qui-croyait-que-lafrique-est-un-pays-et-la-belgique-une-jolie-ville/>

FRENCH Howard W. America's Downsized Relationship with Africa Is About to Go Totally Adrift. *World Politics Review* [en ligne]. 2 Janvier 2020 [consulté le 10 octobre 2020]. Disponible sur : <https://www.worldpoliticsreview.com/articles/28441/us-africa-relations-are-being-downgraded-even-further-under-trump>

MESERVEY, Joshua. 'Prosper Africa' promises long overdue change in US approach to continent. *The Daily Signal* [en ligne], 28 juin 2019 [consulté le 10 juillet 2020]. Disponible sur : <https://www.dailysignal.com/2019/06/28/prosper-africa-promises-long-overdue-change-in-us-approach-to-continent/>

Trump ordonne le retrait des troupes américaines de Somalie. *Courrier International* [en ligne]. 5 décembre 2020 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/article/corne-de-lafrique-trump-ordonne-le-retrait-des-troupes-americaines-de-somalie>

### Journaux quotidiens

AL-ARSHANI Sarah. Trump's expanded travel ban will hit nearly a fifth of Africa's population, a continent that he once said is home to 's---hole' countries. In *Business Insider* [en ligne]. 1<sup>er</sup> Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.businessinsider.fr/us/trump-expands-ban-to-more-countries-including-nigeria-2020-1>

AP. U.S. Secretary of State visits Senegal, Ethiopia, Angola on African tour. *Africa News* [en ligne]. 14 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020] Disponible sur : <https://www.africanews.com/2020/02/14/us-secretary-of-state-visits-senegal-ethiopia-angola-on-african-tour/>

AXIOS. Africa can choose both U.S. and China, Kenya's leader says in D.C. visit. *Axios* [en ligne]. 6 Février 2020 [consulté le 10 septembre 2020]. Disponible sur : <https://www.axios.com/africa-choose-us-china-kenyas-leader-dc-visit-666167d8-5dba-49c3-b404-01dad9419b70.html>

FINNEGAN Conor. Pompeo makes 1st trip to Africa in bid to reassert US as leading partner. *AbcNews* [en ligne]. 15 février 2020 [consulté le 10 juillet 2020] <https://abcnews.go.com/Politics/pompeo-makes-1st-trip-africa-bid-reassert-us/story?id=68965379>

GAFFEY, Conor. What We've Learned About Donald Trump's Africa Policy, *EUROPE NEWSWEEK* [en ligne], 16/01/2017. Disponible sur: <http://europe.newsweek.com/donald-trump-president-elect-africa-policy-us-543298?rm=eu> , in: T. K. Poe. U.S. Policy towards Africa under Trump, *AMERICAN AFFAIRS* [en ligne], 2017 [consulté le 27/05/2019], disponible sur: <https://americanaffairsjournal.org/2017/10/u-s-policy-towards-africa-trump/>

HARDING Andrew. Somali concern at US troop withdrawal. *BBC News* [en ligne]. 18 janvier 2021 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-africa-55677077>

HEUNIS Stefan. Trump's possible Africa withdrawal sends the wrong signal at the exact wrong time. *NbcNews* [en ligne]. 21 février 2020 [consulté le 25/04/20]. Disponible sur: <https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-possible-africa-withdrawal-sends-wrong-signal-exact-wrong-ncna1140026>

HOLLAND Steve & WROUGHTON Lesley. U.S. to counter China, Russia influence in Africa: Bolton. *REUTERS* [en ligne], 27 novembre 2018 [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-usa-trump-africa/u-s-to-counter-china-russia-influence-in-africa-boltonidUSKBN1OC1XV>

LAFRENNIE Erika. Why a troop drawdown in Africa is exactly the wrong approach. *Fair Observer* [en ligne]. 21 Janvier 2020 [consulté le 25/4/2020]. Disponible sur : <https://www.fairobserver.com/region/africa/us-troop-drawdown-west-africa-china-russia-news-54453/>

LATIF DAHIR Abdi & MACLEAN Ruth. New U.S. Travel Ban Shuts Door on Africa's Biggest Economy, Nigeria. *The New York Times* [en ligne]. 2 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.nytimes.com/2020/02/02/world/africa/trump-travel-ban.html>

MARBOT Olivier. Sommet Russie-Afrique à Sotchi : Vladimir Poutine en conquérant. *Jeune Afrique* [en ligne] 12 novembre 2019. [consulté le 10 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.jeuneafrique.com/mag/848101/politique/sommet-russie-afrique-a-sotchi-vladimir-poutine-en-conquerant/>

OYEKUNLE Olumide. US Unveils New Africa Strategy In A Bid To "Prosper Africa". *The African Exponent* [en ligne]. 19 juin 2019 [consulté le 10 septembre 2019]. Disponible sur : <https://www.africanexponent.com/post/10394-us-unveils-africa-strategy>

Paris pourrait rechigner à tenir ses engagements envers Washington dans divers théâtres d'opération au Moyen-Orient, en Afghanistan et en Asie en général <https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-possible-africa-withdrawal-sends-wrong-signal-exact-wrong-ncna1140026>

Somalie : Donald Trump ordonne le retrait de la "majorité" des troupes américaines. *France24* [en ligne] 5 décembre 2020 [consulté le 20 janvier 2021] Disponible sur : <https://www.france24.com/fr/afrique/20201205-somalie-donald-trump-ordonne-le-retrait-de-la-majorit%C3%A9-des-troupes-am%C3%A9ricaines>

THE STRAITS TIMES. Mike Pompeo makes first trip to Africa with conflicting US signals. *The Straits times* [en ligne]. 14 Février 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.straitstimes.com/world/africa/mike-pompeo-makes-first-trip-to-africa-with-conflicting-us-signals>

TURSE Nick. U.S. Generals worry about rising Russian and Chinese influence in Africa, documents show. *The Intercept* [en ligne]. 13 août 2019 [consulté le 25/04/2020]. Disponible sur : <https://theintercept.com/2019/08/13/russia-china-military-africa/>

US travel ban: Trump restricts immigration from Nigeria and five other countries. *BBC News* [en ligne]. 31 janvier 2020 [consulté le 10 juin 2020]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-51335011>

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction :  
Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux  
Université catholique de Louvain  
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07  
1348 Louvain-la-Neuve  
Belgique  
[www.cecilouvain.be](http://www.cecilouvain.be)

Photo de couverture :



IRAN PRESS, US-China rivalry puts Africa at risk; Kenyan President warns, In The Iran Press [en ligne], 19 juin 2020. Disponible sur : [US-China rivalry puts Africa at risk; Kenyan President warns \(iranpress.com\)](http://iranpress.com)

Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.



L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.